

SECURITE ALIMENTAIRE ET IMPLICATIONS HUMANITAIRES EN AFRIQUE DE L'OUEST ET AU SAHEL

Juin 2012

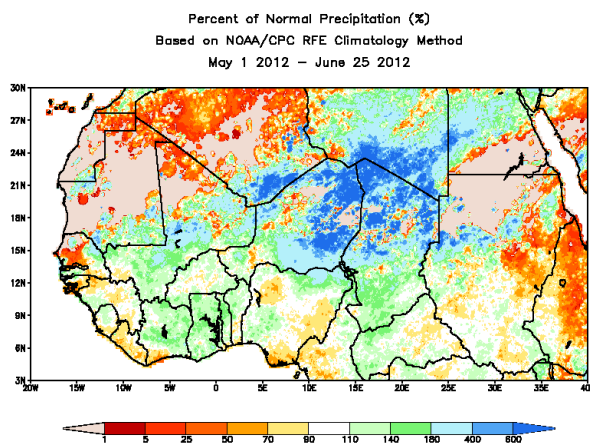
L'Essentiel

- ▽ Installation globalement normale de la campagne agricole au Sahel
- ▽ Augmentation de la présence acridienne au Mali et au Niger
- ▽ Situation alimentaire toujours très difficile au Nord du Mali
- ▽ Marchés internationaux et en Afrique de l'Ouest : Hausse des prix des céréales au Niger et Sénégal, et stabilité au Burkina Faso et Mali (Sud et Centre)

Installation globalement normale de la campagne agricole

Les récoltes de cultures de contre saison 2011-2012 sont quasiment achevées. Au Niger, les récoltes du riz sont terminées sur les périmètres irrigués, ce qui se traduit par un renforcement de la disponibilité alimentaire chez les riziculteurs et un approvisionnement des marchés locaux. A Agadez, les activités de maraichage sont au ralenti suite au tarissement des puits à cause de la baisse de la nappe phréatique. Contrairement aux mois précédents, on observe une raréfaction des produits maraichers sur les marchés et une légère augmentation du prix de l'oignon (Afrique Verte).

Figure 1 : Anomalie de pluviométrie (en pourcentage par rapport à la moyenne 1983-2011)



Avec les premières pluies, la campagne de semis a commencé (figure 1). Les données d'estimations pluviométriques satellitaires indiquent des pluies supérieures à la moyenne au sud du Niger, dans la zone sahélienne du Tchad et dans les zones désertiques au Nord du Sahel. Des zones de déficit de pluies sont notées au Sénégal et dans la région de Dosso (Niger) et de

Gao (Mali), indiquant probablement un retard dans l'installation de la saison des pluies.

Au Niger, la campagne agricole d'hivernage 2012 s'installe progressivement. Pendant la première décennie du mois de juin 2012, les pluies sont apparues faiblement. Les deuxième et troisième décennies du mois de juin 2012 ont été caractérisées par des précipitations faibles à modérées sur l'ensemble du territoire. Ces précipitations ont été très éparpillées à l'Ouest du pays et bien réparties au Centre et à l'Est du pays. Ces pluies ont permis d'effectuer des semis dans toutes les régions avec peu d'échec. Au 10 juin, des semis partiels de mil ont été enregistrés au niveau de 4 831 villages répartis dans toutes les régions du pays, sauf Agadez.

Les cultures sont plus avancées dans la partie Est du pays, qui s'étend de Guidan Roumji (région de Maradi) à N'Guigmi (région de Diffa). Dans cette partie du pays, les cultures ont, par endroits, atteint plus de 40 % de leur potentiel végétatif. En revanche, dans la partie Ouest du pays, qui s'étend de Tillabéri jusqu'à Guidan Roumji, les cultures sont moins avancées. La situation est préoccupante dans une partie des régions de Dosso et de Tahoua.

La variation des écoulements du fleuve Niger était timide en début de campagne, puis rapide en milieu de décennie. La situation hydrologique au Niger s'est améliorée de manière significative au cours de la troisième décennie du mois de juin. Le remplissage des mares et des rivières se poursuit normalement.

Au Mali, les premières pluies sont tombées un peu partout permettant le démarrage des semis par endroits. Dans la plupart des cas, les activités restent dominées par les préparatifs des champs, l'apport de la fumure et les débuts de labour (Afrique Verte).

Au Burkina Faso, les activités dominantes en mai concernaient les travaux d'aménagement pour l'entretien et la conservation des sols, l'entretien des fosses fumières et le transport de la fumure organique dans les champs. En juin, les labours et les semis se généralisent dans les zones ayant reçu les premières pluies.

Installation globalement normale de la campagne agricole (suite)

La situation pastorale se caractérise par une recharge des mares temporaires suite aux premières pluies enregistrées dans la région, d'où la faible concentration des éleveurs autour des points d'eau, la rareté des pâturages et la dégradation de l'embonpoint du cheptel. La situation pastorale s'améliore cependant progressivement suite à la reprise progressive des pâturages et au remplissage des points d'eau partout dans les zones agropastorales. Un important mouvement des éleveurs transhumants du Sud vers le Nord est observé.

Au Burkina Faso, malgré le mauvais état d'embonpoint du bétail, leur vente se poursuit afin de subvenir aux besoins des populations. La situation pastorale reste encore difficile, malgré les pluies enregistrées dans certaines régions (Afrique verte).

Situation acridienne

Déclarés par la FAO en mars 2012, les risques de développement des criquets pèlerins au Sahel se sont réalisés : les conditions de vie des criquets pèlerins se sont détériorées à la frontière entre l'Algérie et la Libye ce qui a provoqué la migration d'individus et de groupes et leur apparition au nord du Mali (le 27 mai) et du Niger (le 30 mai) où des pluies ont eu lieu avec six semaines d'avance par rapport à la moyenne, créant ainsi des conditions favorables à leur survie (figure 2). Au cours des deux premières semaines de juin, des essaims sont apparus au Niger et probablement au Mali.

Deux scénarios de développement des effectifs acridiens peuvent être formulés. Dans un premier scénario, les populations acridiennes restent dans les zones désertiques et pastorales au nord du Mali et du Sahel ce qui préserve les zones agricoles de destruction mais empêche le suivi et la lutte antiacridienne, ces zones n'étant pas (au Mali) ou peu (au Niger : besoin d'escortes militaires) accessibles à cause de l'insécurité. Si les effectifs ne sont pas contrôlés, leur nombre peut être multiplié par 250 d'ici la fin de l'été (octobre 2012). Dans le deuxième scénario, les conditions de sécheresse dans les zones actuelles de présence provoque la migration des criquets vers les zones agricoles où les cultures sont en développement, mettant en danger les récoltes mais permettant la lutte antiacridienne, ces zones étant plus accessibles aux équipes de suivi et de contrôle. Une majorité de ces zones agricoles avaient déjà été affectées par les aléas climatiques et les mauvaises productions agropastorales en 2011 provoquant une augmentation importante de l'insécurité alimentaire parmi les populations vulnérables.

Situation au Mali

Selon OCHA, au 26 juin, 158 857 personnes sont actuellement déplacées au Mali (51 857 déplacés ont été enregistrés dans le Sud et on estime à 107 000 le nombre de déplacés dans le Nord). Toujours selon OCHA, le nombre de réfugiés est désormais de 181 742 dont 65 009 au Burkina Faso (dans 5 sites officiels : Ferrier, Gandafolou, Goudebo, Mentao et Damba), 74 104 en Mauritanie et 42 629 au Niger auxquels s'ajoutent 2 250 rapatriés nigériens.

En mars 2012, avant la prise de Gao, ACF a réalisé une enquête auprès des ménages soulignant, pour Asongo (région de Gao), une érosion des moyens d'existence. En effet, entre 2010 et 2012 les ménages très pauvres et pauvres ont perdu quasi intégralement leur capital bétail. Cette décapitalisation affecte également les moyens et les nantis (de -49 à -73 %); l'incidence de cette décapitalisation étant plus forte en zone pastorale et agropastorale qu'en zone agro-fluviale. Les quantités récoltées en 2011 ne couvrent pas tous les besoins et rendent les ménages très dépendants des marchés; le niveau d'endettement est très élevé chez les classes pauvres et très pauvres. L'insécurité alimentaire (sévère + modérée) est de 51 % chez les ménages enquêtés (niveau record jamais atteint depuis 2007) et touche près de 78 % des très pauvres et plus de 30 % des pauvres.

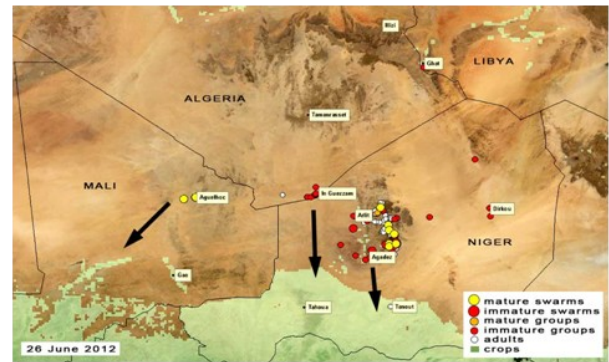
Le PAM va prochainement démarrer une enquête qui se déroulera dans huit régions du Mali, avec le soutien d'ONG partenaires dans les trois régions du Nord. L'objectif est d'évaluer la sécurité alimentaire et la situation des moyens d'existence des déplacés, des ménages accueillant des déplacés et des populations vivant dans les zones de forte concentration de déplacés.

En juin 2012, la FAO, le Gouvernement et les partenaires ont réalisé une mission d'évaluation de la situation pastorale dans les régions du Brakna, de l'Assaba et du Hodh El Gharbi (en Mauritanie). La mission indique que suite aux mauvaises productions agropastorales, la situation du cheptel pose de réels problèmes. Les mortalités de bétail sont déjà à des niveaux très élevés (30 à 60 %) et les éleveurs manquent de ressources pour l'achat des quantités d'aliments nécessaires pour sauver le reste du bétail. A cela s'ajoutent des conditions d'abreuvement difficiles, sans compter les problèmes sanitaires qui se posent au cheptel. Face à cette situation, les stratégies d'adaptation jusque là développées par les éleveurs ont atteint leurs limites. La mission a formulé des recommandations de renforcement des actions de réponse en urgence.

bles.

Dans les deux cas, les populations de criquets pèlerins se développeront, et plus particulièrement si les pluies sont abondantes et si ces populations restent dans les zones inaccessibles. Des essaims seront présents d'ici la fin de l'été (octobre). Ensuite lorsque la végétation se desséchera, les criquets se déplaceront vers le nord-ouest de la Mauritanie, en Algérie et en Libye.

Figure 2 : Situation acridienne au 26 juin 2012



Sources FAO ; Swarms : essaims

Situation dans le Nord du Mali

La situation alimentaire est toujours préoccupante dans les trois régions Nord du Mali et dans une partie de la région de Mopti en raison de l'occupation de ces territoires par la rébellion armée.

Les marchés à bétail sont fortement perturbés dans les régions de Tombouctou, Gao, Kidal et à Mopti dans les cercles de Douentza, Tenenkou et Youwarou à cause de la rébellion. On constate également une hausse de l'offre des petits ruminants à Mopti avec des prix en baisse. Cette baisse s'explique par la détérioration de l'embonpoint des animaux et la baisse de la demande. Les parcours pastoraux au Nord du pays restent dépourvus de fourrages issus de la précédente campagne. Du sahel occidental (Kayes), en passant par le delta central du Niger (Mopti et Tombouctou) jusqu'à l'Est de Ménaka (Gao), la soudure se poursuit avec plus de difficultés dans les régions occupées par les rebelles où une bonne partie du pâturage reste inexploitable par les pasteurs. Les conditions d'abreuvement à l'instar de l'état du pâturage sont moyennes à mauvaises. Elles restent difficiles au Nord et dans le Sahel occidental, avec le tarissement des mares temporaires et du fait qu'au-delà de Gao, aucune pluie n'a été enregistrée. Les mouvements des troupeaux sont inhabituels dans les zones de Tombouctou, Gao et Kidal, au sahel occidental et dans le delta central du Niger (Mopti). Des départs inhabituels de troupeaux sont observés, soit vers les pays voisins (Niger et Burkina Faso), soit vers les régions sud du pays (source : SAP Mali, Flash décadaire du 31 mai 2012). Dans la région de Tombouctou, la situation alimentaire est très difficile et caractérisée par la très faible disponibilité et le dysfonctionnement des marchés, surtout au niveau des centres urbains. Toutefois, elle a connu une légère amélioration grâce aux distributions alimentaires gratuites effectuées par les convois humanitaires. Dans la région de Gao, l'état d'approvisionnement des marchés reste très faible aussi bien en céréales sèches qu'en riz. Pour la région de Kidal, les circuits d'approvisionnement en produits de première nécessité à partir de l'Algérie restent perturbés par la rébellion mais continuent de fonctionner (source : SAP Mali-mai2012).

Marchés internationaux et en Afrique de l'Ouest : hausse des prix au Niger et au Sénégal, stabilité au Burkina Faso et au Mali (Sud et Centre)

L'Indice FAO du prix des produits alimentaires était de 201 points en moyenne en juin 2012, en recul de 4 points (soit 1,8 pour cent) par rapport au chiffre légèrement corrigé à la hausse du mois de mai, qui était de 205 points; c'est son plus bas niveau enregistré depuis septembre 2010. Après trois mois de baisse consécutifs, la valeur de juin de l'Indice FAO des prix des produits alimentaires est inférieure de 15,4 pour cent au pic atteint en février 2011. Les perspectives économiques toujours incertaines et les prévisions indiquant une offre généralement suffisante ont continué à infléchir à la baisse les prix internationaux de la plupart des produits, même si, vers la fin du mois, les cours de certaines cultures se sont maintenus à la faveur de prévisions de plus en plus mauvaises quant aux conditions météorologiques.

Figure 3 : Indice FAO des prix des produits alimentaires



Source : FAO

Courant juin 2012, les prix des céréales sèches sont à la hausse au Niger comparé à mai 2012. En revanche, ces prix restent stables au Burkina Faso et au Mali (Sud et Centre du Mali), même si on enregistre par endroits une certaine tendance à la hausse ou à la baisse des prix. La stabilité des prix au Mali s'explique par les actions d'atténuation des crises alimentaires, entreprises par l'Etat et les autres acteurs intervenant dans le cadre de la sécurité alimentaire. Au Burkina Faso, cette stabilité pourrait s'expliquer par l'offre des céréales par les producteurs pour faire face aux dépenses de la nouvelle campagne agricole (intrants agricoles, main d'œuvre locale, etc.).

Au Niger, la hausse des prix des céréales sèches s'explique par une forte demande et un faible niveau d'approvisionnement des marchés. Selon l'ONG Afrique Verte, comparées à mai 2012, les plus significatives hausses s'observent à Maradi, Zinder et Agadez pour le sorgho, respectivement de 13 %, 9 % et 8 %. Pour le mil, les plus significatives hausses sont enregistrées à Dosso et Niamey, respectivement de 11 % et 8 %. Comparée à la moyenne quinquennale, une hausse importante de 65 % pour le mil s'observe à Maradi (Figure 4).

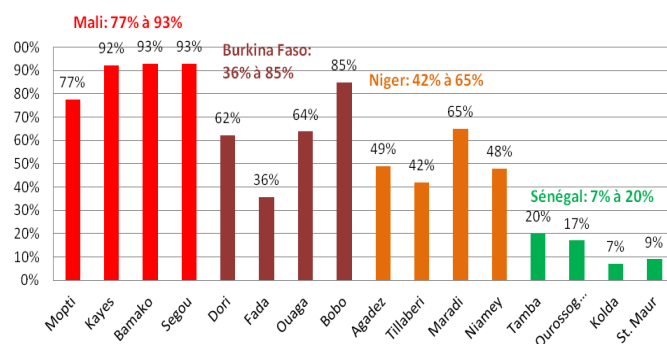
Au Burkina Faso, même si les prix sont restés stables, on observe toutefois des baisses notables à Gourma pour le mil (-11 %), à Tenkodogo pour le maïs (-9 %), et à Bobo pour le sorgho (7 %) (Source : Afrique Verte). Comparé à la moyenne des quatre ans, le prix du mil a connu des hausses variant de 36 % à 85 %, dont la plus importante s'observe à Bobo (Figure 4).

Au Mali, comparé à mai 2012, malgré la stabilité des prix des céréales sèches, on observe des hausses significatives de 7 % pour le sorgho surtout à Niamakoro et Faladié. Par contre, des baisses importantes des prix surtout pour le maïs sont enregistrées à Koulikoro Gare (-6

%) et à Ségou Centre (-12 %) (Source : OMA). Comparé à la moyenne des quatre ans, le prix du mil a connu des hausses variant de 77 % à 93 %, dont les plus importantes s'observent à Ségou et Bamako (Figure 4).

Au Sénégal, comparé à la moyenne quinquennale, le prix du mil a connu des hausses variant de 7 % à 20 %, dont les plus importantes s'observent à Tambacounda (Figure 4).

Figure 4 : Comparaison du prix du mil au Burkina Faso, Mali, Niger et Sénégal (1)



Source : FAO/GIEWS/SIM/CSA Senegal

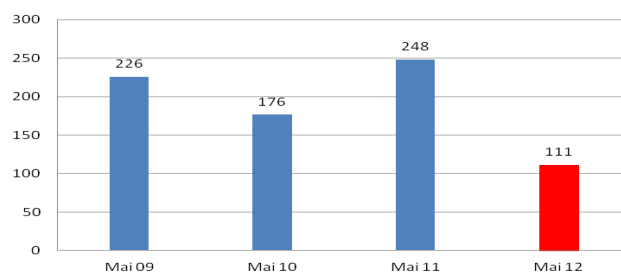
(1) : Pour le cas du Burkina et du Mali, il s'agit d'une comparaison par rapport à la moyenne des 4 ans, pour le cas du Niger et du Sénégal, la comparaison est faite par rapport à la moyenne quinquennale.

Au Mali, même si les prix des céréales sont restés stables, le déstockage important des animaux sur les marchés et leur mauvais embonpoint contribuent à la détérioration des termes de l'échange.

Courant mai 2012, on enregistre à Banamba (Mali) un niveau de dégradation important (-55 %) des termes de l'échange (mouton/mil) comparé à mai 2011 (figure 5). A titre illustratif, en mai 2012, un éleveur ou un agro éleveur qui vend son mouton, reçoit 111 kg de mil contre 248 kg sur le marché de Banamba (Figure 5). Ces termes de l'échange restent aussi défavorables par rapport à la moyenne des trois ans (-49 %). Cette dégradation des termes de l'échange est surtout liée à la hausse continue des prix du mil sur le marché de Banamba.

Au Niger, on assiste à la poursuite de la détérioration des termes de l'échange bouc/mil et oignon/mil créant une situation d'accès difficile aux vivres par le ménage vendant son bouc sur le marché d'Abalak ou de celui vendant son sac d'oignon sur le marché d'Agadez. A titre illustratif, un ménage vendant son bouc sur le marché d'Abalak en mai 2012 reçoit 60 Kg de mil contre 71 Kg le mois passé. Aussi, sur le marché d'Agadez un producteur vendant son sac de 100kg d'oignons reçoit 85,62 Kg de mil en mai 2012 contre 154 Kg à la même période de l'année passée (Albichir N°31).

Figure 5 : Termes de l'échange mouton/mil sur le marché de Banamba (Mali)



Sources : OMA/DNPIA

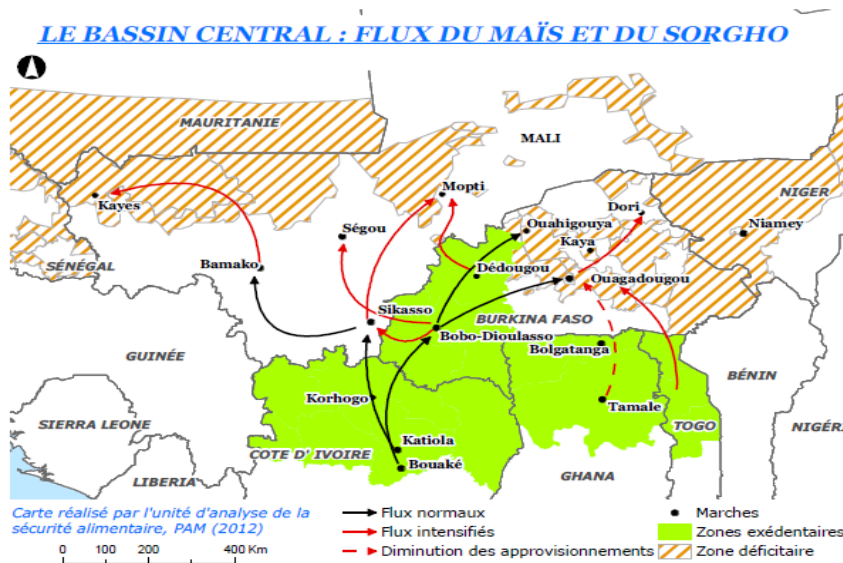
Flux du maïs et du sorgho dans le Bassin Central

Selon les résultats de l'étude de marchés conjointe (PAM, FAO, ACF, CILSS, FEWS NET) dans le Bassin Central, on observe des flux croissants de céréales vers le Mali à partir des zones excédentaires du Bassin. Une forte pression sur les stocks dans le Nord de la Côte d'Ivoire et du Togo (pour le maïs) et dans le Sud-Ouest du Burkina Faso (pour le maïs et le sorgho) se fait sentir et s'explique par la forte demande des zones déficitaires et la faiblesse des approvisionnements (ventes limitées des producteurs et des grands grossistes). On observe également une faiblesse des flux sud-nord de tubercules, cantonnés aux zones frontalières du Nord Ghana/Burkina Faso.

Les délais de réapprovisionnements sont passés de 7 à 11 jours pour le maïs dans le Nord du Burkina Faso et de 7 à 13 jours dans le Centre du Mali. Ces longs délais de réapprovisionnement limitent la capacité de réaction de toute la chaîne en cas d'augmentation soudaine de la demande.

Plus d'information sur :

<http://www.wfp.org/content/sahel-central-basin-market-assessment-juin-2012>

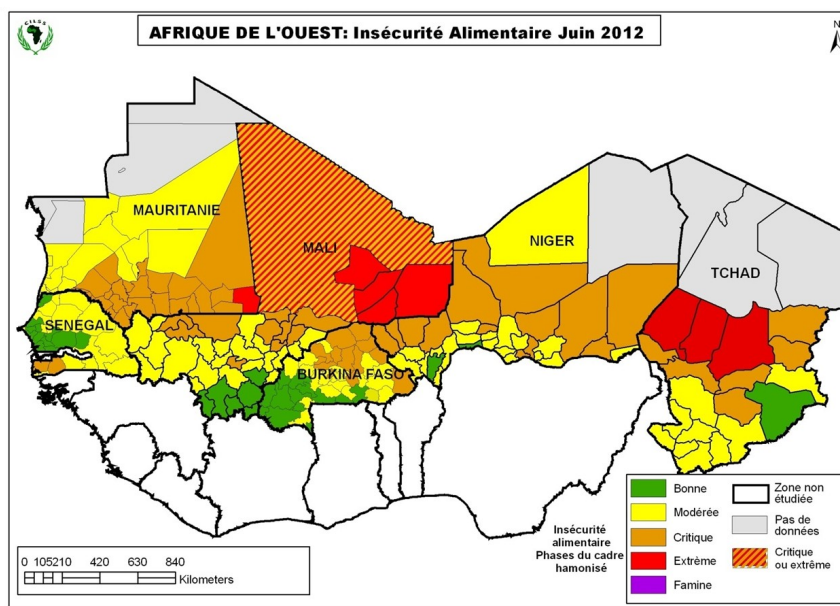


Impact sur la sécurité alimentaire

Au Niger, la réunion de réévaluation de la situation alimentaire, nutritionnelle et pastorale a eu lieu à Maradi du 29 mai au 2 juin 2012. Il ressort de cette rencontre que la situation a été globalement stabilisée (amélioration de la note de vulnérabilité du SAP dans vingt trois départements /communes ; quasi stabilité dans six départements /communes ; et légère dégradation dans seize départements /communes). Par ailleurs, le nombre de départements "extrêmement vulnérables" est passé de six en octobre à trois en mai. Il s'agit de: Ouallam, Téra et Tillabéri dans la région de Tillabéri. La stabilisation globale ainsi observée est imputable aux actions de réponse engagées très tôt par le gouvernement et ses partenaires. Selon le bulletin "Conjoncture des moyens d'existence" du Burkina Faso, si la situation restait stationnaire jusqu'en octobre, il y aurait 1 193 994 ménages vulnérables pour le déficit de survie. En intégrant la dégradation des moyens d'existence, le chiffre de 1 811 308 vulnérables pourrait être atteint. La situation pourrait connaître une dégradation si le déficit constaté dans les provinces de la Léraba, de la Komondjoari, de la Tapoa atteignait un autre groupe socio-économique.

La situation courante de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle est la suivante (carte ci-contre) :

- Zones en phase extrême : le Kanem, le Barh el Gazal, le Batha (Tchad), la région de Gao (Mali) et la Moughataa de Bassikounou (Mauritanie) ;
- Zones en phase critique à extrême : les régions de Tombouctou et de Kidal (Mali) ;
- Zones en phase critique : la majorité de la zone agropastorale de la Mauritanie, du Mali, du Burkina Faso, du Niger et du Tchad.



Source : Cellule d'Analyse du Cadre Harmonisé

Guinée-Bissau

Suite au coup d'état du 11 avril, un gouvernement de transition a été mis en place. Avec le retour progressif à la normale, les services publics ont repris l'essentiel de leurs activités. Les écoles ont redémarré depuis la seconde quinzaine de juin, et continueront jusqu'au mois de juillet (rattrapage). La plupart des déplacés sont déjà retournés à Bissau. Ceux se trouvant encore dans les zones rurales y sont restés non pas pour des raisons liées au coup d'état, mais plutôt pour exercer les activités agricoles, et notamment pour la campagne de la noix de cajou. La production de l'anacarde a significativement baissé en 2012 par rapport au 2011, en raison de la poussière du mois de janvier qui a tué une quantité non négligeable des fleurs sous maturation. Suite au coup d'état, les gros exportateurs de noix de cajou ont cessé d'acheter par crainte de ne pas pouvoir exporter et certains ont même quitté le pays. Cela a significativement contribué à la baisse du prix (faible demande), sauf au mois de mai où les prix ont le plus monté. Cette augmentation a été suivie d'une forte baisse à partir de l'arrivée des pluies (1^{ère} quinzaine de juin). Actuellement le prix moyen de vente de cajou est de 250F CFA/Kilo. Le commerce informel de la noix de cajou dans les zones frontalières avec le Sénégal, a entraîné l'augmentation du prix dans ces zones, comme dans le secteur de Farim où les prix ont augmenté de 25 % par rapport à juin 2011. Les activités d'exportation de la noix de cajou ont démarré tardivement, avec le départ de la première cargaison vers la fin du mois de mai. Les exportations doivent prendre fin au plus tard au mois d'août. Selon l'évaluation rapide conduite du 18 au 21 juin, la situation de la sécurité alimentaire des ménages s'est détériorée par rapport au mois de mai. 65 % des familles ont un stock qui ne peut pas couvrir plus d'un mois et les termes d'échange cajou/riz n'ont pas beaucoup bénéficié aux producteurs/familles, dans la mesure où le prix moyen de vente de la noix de cajou a baissé et que le prix moyen de vente du riz importé a augmenté. Il est probable que la situation de la sécurité alimentaire empirera, surtout entre les mois de juillet et septembre (période de soudure) si aucune intervention ciblée sous forme de réponse immédiate n'est mise en place.

Recommandations au groupe de travail régional sécurité alimentaire et nutrition

Partager et consolider les informations sur la sécurité alimentaire au Nord du Mali	Permettre aux décideurs du secteur de développer une stratégie de plaidoyer et d'intervention pertinente pour les ménages les plus vulnérables
Soutenir le programme de réponse régionale face à la menace acridienne pour renforcer les plans d'action des pays	Permettre aux acteurs de la lutte antiacridienne d'intervenir efficacement
Soutenir <u>en urgence</u> les actions en faveur de l'élevage et financer la contre saison agricole 2012 - 2013	Compenser ainsi la faible réponse en faveur de l'agriculture d'hivernage par des actions en faveur des éleveurs et pendant la contre saison 2012-2013

Conclusions

- ▽ La crise alimentaire et nutritionnelle se poursuit au Sahel et des actions de réponse sont en cours. Au Nord du Mali, l'insécurité due à la présence de groupes armés couplée à la menace acridienne sont de nature à limiter gravement l'accès alimentaire des populations restées sur place.
- ▽ Dans tout le Sahel, les prix élevés des céréales, en particulier dans le Bassin Central, continuent de constituer un facteur aggravant qui limite l'accès alimentaire des ménages et compromet le statut nutritionnel des ménages les plus vulnérables.
- ▽ La présence de criquets pèlerins au Nord du Mali et du Niger depuis fin mai constitue une menace pour la végétation et pour les cultures dans ces deux pays ainsi qu'au Tchad. Les actions de suivi et de lutte antiacridienne doivent être soutenues.



Informations sur la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest

www.wfp.org/food-security

Mme Naouar Labidi
Naouar.Labidi@wfp.org

M. Idrissa Noma
Idrissa.Noma@wfp.org

M. Cédric Charpentier
Cedric.charpentier@wfp.org

www.fao.org/crisis/sahel/the-sahel-crisis/fr
www.fao.org/emergencies/fr

M. Jose Luis Fernandez
Joseluis.Fernandez@fao.org

M. Patrick David
Patrick.David@fao.org

M. Pape Boubacar Soumaré
PapaBoubacar.Soumare@fao.org